



La secrétaire générale, l'ambassadeur et le docteur. Un conte en trois épisodes pour les historiens du " monde des causes " à l'époque contemporaine, 1800-2000

Pierre-Yves Saunier

► To cite this version:

Pierre-Yves Saunier. La secrétaire générale, l'ambassadeur et le docteur. Un conte en trois épisodes pour les historiens du " monde des causes " à l'époque contemporaine, 1800-2000. *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations*, 2012, 1 (1), pp.29-47. halshs-00713068

HAL Id: halshs-00713068

<https://shs.hal.science/halshs-00713068>

Submitted on 29 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La secrétaire générale, l'ambassadeur et le docteur.
Un conte en trois épisodes pour les historiens du « monde des causes »
à l'époque contemporaine, 1800-2000¹

Un pas en arrière, Février 2011 : les sites spécialisés sur la *civil society* et les tabloïds anglais pointent du doigt les paiements effectués par une grande organisation non gouvernementale à sa secrétaire générale suite au non renouvellement de son contrat. Un pas en avant, Avril 2011 : une agence gouvernementale d'aide et de coopération célèbre ses cinquante ans et organise une soirée durant laquelle elle met en avant ses relations avec ses différents partenaires. Un pas sur le côté, retour à Février 2011 : les liens entre une université européenne et un régime dictatorial sont mis à jour à la faveur des insurrections dans les pays d'Afrique du Nord. Trois événements sans lien entre eux. En quoi peuvent-ils attirer l'attention de qui s'intéresse à la manière dont se sont faites et défaits conversations, mobilisations, opérations entre et à travers les lignes de différence qui séparent et font se rencontrer sociétés et les entités politiques humaines, et en premier lieu les nations ? Resserrons la liste des suspects : tous trois sont bons à penser pour ceux qui écrivent l'histoire des « causes » qui se défendent et se jouent entre et à travers les nations pendant les 200 dernières années: triviales et nobles, à grand ou petit rayon d'action, progressistes ou réactionnaires, altruistes ou égoïstes, sur un arc qui va de l'anti-esclavagisme Nord-Atlantique de la fin du 18^{ème} siècle jusqu'aux coalitions qui défendent aujourd'hui le droit d'acheter et détenir des armes à feu légères, ou luttent contre le droit à l'avortement à travers les continents.² Faire l'histoire de ces causes, c'est cerner la manière dont des horizons d'engagement ont été définis, défendus, contestés, incarnés, embrassés en tant que questions dites « d'intérêt général » voire « universelles », suite à un travail social et intellectuel visant à démontrer qu'y répondre exige d'œuvrer à travers les territoires et les souverainetés. Cette histoire passe souvent par celle des formes organisées qui ont soutenu

¹ Ce texte doit beaucoup aux échanges avec Davide Rodogno durant la mise en place et l'enseignement du séminaire « History, politics and organization of International Non Governmental Organizations 1800-2000 » à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement de Genève.

² Les historiens, et leurs collègues des sciences sociales, ont plutôt prêté attention aux causes jugées nobles, émancipatrices ou altruistes. Voir Akira Iriye, *Global community, The role of international organizations in the making of the contemporary world*, Berkeley : California University press, 2002 et en français le numéro spécial du *Mouvement Social* « L'humanitaire au XX^e siècle », 227, 2009.

ces discours et ces pratiques : campagnes, pétitions, périodiques, congrès, conférences, associations, organisations. Leur capacité à produire et conserver des traces, notamment écrites, en fait une cible évidente pour les historiens, parfois au détriment de formes plus souples et moins soucieuses de leur périmètre et de leur pérennité : manifestations, protestations, groupes de correspondance, de sociabilité, d'affinités. Néanmoins, mettre l'accent sur ces infrastructures des causes permet de saisir l'écologie générale d'un espace de positions et d'interactions, de suivre l'histoire d'un monde des causes dans lequel se meuvent les protagonistes de leur définition, incarnation et défense.

L'exploration de ce monde des causes n'est pas *terra i`cog`ita* pour les historiens. Mais, lorsqu'on cherche à y trouver son chemin, à des fins de recherche ou d'enseignement, on est frappé par l'abondante production des collègues d'autres disciplines. Juristes, anthropologues, sociologues, politistes ont balisé le terrain et développé les enquêtes empiriques aussi bien que les cadres théoriques qui orientent l'étude de ce monde des causes. Nos trois événements fournissent l'occasion de parcourir ce paysage, où mille notions et concepts ont fleuri dans les petits prés carrés du bocage savant, et chemin faisant de proposer quelques manières d'inscrire dans cet écosystème le nombre croissant de recherches sur l'histoire du monde des causes.

La parabole de la Secrétaire-Générale : carences et ignorances des historiens

Irene Khan était la secrétaire-générale d'Amnesty International depuis 2001 lorsque l'International Executive Committee, organe exécutif du mouvement, décida en 2008 de ne pas lui proposer un troisième mandat.³ Irene Khan négocia alors les conditions de son départ en fin de contrat (décembre 2009), ainsi que celui de son adjointe. Selon le rapport financier 2009-2010 de Amnesty International Limited, une somme de 532 000 £ fut versée à Mme Khan, et 323 000 £ à son adjointe. Ces montants ont suscité l'ironie de quelques élus conservateurs britanniques, et l'indignation de nombreux donateurs et employés d'Amnesty International dans divers pays. L'International Executive Committee dut alors fournir des explications détaillées, et s'engagea à procéder à un audit sur les conditions de ces départs et à une étude comparative des salaires des dirigeants des grandes Organisations Non Gouvernementales. Sans préjuger des résultats de ces deux procédures, on peut déjà

³ Les éléments présentés ci-dessous proviennent de documents émis par les parties en présence, accessibles notamment à http://www.civilsociety.co.uk/governance/news/content/8481/paying_off_khan_was_least-worst_option_according_to_amnestys_iec_chair, mise en ligne le 1^{er} mars 2011, accédé le 24 avril 2011.

constater que le salaire de Mrs Jhan (132 490 £ en 2008, majoré à 191 423 pour 2009), ainsi que celui de son successeur (192 800 £) se situent bien dans le dernier décile des salaires des dirigeants de *charities* anglaises,⁴ mais en dessous des sommes perçues par les dirigeants des grandes associations humanitaires aux USA.⁵ Le fait de pouvoir facilement trouver les données qui étayaient cette comparaison sommaire épingle notre ignorance quant aux évolutions historiques des salaires des secrétaires et autres directeurs généraux des associations internationales et organisations internationales non gouvernementales. L'ouvrage de Stephen Hopgood sur Amnesty International en est une illustration, qui ne fait pas mention des traitements des responsables du secrétariat international.⁶ Tout comme Hopgood, chacun de celles et ceux qui ont travaillé sur l'histoire d'une des organisations qui font le monde des causes ont certainement dans leurs notes des renseignements à ce sujet. Les budgets annuels, les correspondances privées entre les militants et les dirigeants des organisations, les demandes de financement fournissent de nombreux éléments. Mais rien ou si peu n'en affleure dans les travaux publiés, suggérant un désintérêt plus général pour ce qui touche l'histoire de ces organisations en tant qu'organisations.

En résultent des carences importantes, à la fois sur la manière dont fonctionnent les structures de pouvoir, de prise de décision, de financement de ces groupes, mais aussi en ce qui concerne les personnels ou les membres. Sur ces points, bien peu de travaux historiques nous donnent accès aux mécanismes décisionnels d'une organisation, comme le fait Hopgood dans son livre sur Amnesty International, ou bien encore aux trajectoires individuelles des humanitaires qu'ont tracées Pascal Dauvin et Johana Siméant.⁷ Des ouvrages historiques importants, comme ceux de Leila Rupp sur les organisations féminines dans les années 1880-1930, ou de Ian Tyrell sur la World Women's Christian Temperance Union, amènent certes des éléments sur la manière dont les finances de ces groupes

⁴ Cf. le *Charity Rewards* publié chaque année par Wolter Kluwers et Charity & Fundraising Appointments, utilisé notamment par le quotidien *The Guardian* pour ses études sur les salaires.

⁵ La section J des formulaires 990 de l'Internal Revenue Service donne accès aux salaires des principaux dirigeants. Les formulaires figurent sur les sites des organisations et sont synthétisés par le Charity Navigator (<http://www.charitynavigator.org/>).

⁶ Stephen Hopgood, *Keepers of the flame : understanding Amnesty International*, Ithaca : Cornell University Press, 2006.

⁷ Pascal Dauvin et Johana Siméant, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002 ; Johanna Siméant, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 51 : 1-2, 2001, p. 47-72.

reposent sur les contributions de quelques riches donatrices et dirigeantes, sur leur direction très personnalisée, sur la fragilité organisationnelle liée à cette conception individuelle du travail d'organisation, sur les liens qui font le groupe.⁸ Pourtant, c'est principalement la contribution de ces groupes à la défense de la cause qui mobilise l'attention, les mécanismes qui rendent possible cette contribution n'étant que rarement étudiés en tant que tels. Il en est souvent ainsi, et les éclairages sur les modes de fonctionnement ou les trajectoires des employés et des membres « ordinaires » n'apparaissent souvent qu'à l'occasion de l'étude d'une conjoncture particulière, fameuse ou mémorable.⁹ Cela est vrai y compris pour les organisations les plus célèbres. Que savons nous de précis au sujet des délégués du Comité International de la Croix Rouge, qui opèrent depuis 1864 et la guerre des Duchés ? De leur travail, de leur ethos, de leurs trajectoires professionnelles et sociales ? Rien qui puisse vraiment nous aider à préciser l'impression trop générale de la transition entre une collection d'individus jouissant d'une belle marge de manoeuvre, recrutés au sein la bonne société genevoise puis suisse par le truchement de liens de sociabilité et de recommandation, vers un sous groupe professionnel oeuvrant à l'intérieur de procédures précises.¹⁰ Avons nous une idée précise de la manière dont, dans la longue durée, se déclinent les relations et les attitudes des membres du Board of Trustees et des *officers* la Fondation Rockefeller, cet acteur clé dans le soutien à et la défense de causes diverses tout au long du 20^{ème} siècle, qu'il s'agisse de lutte contre les maladies ou de la recherche scientifique érigée en outil de maîtrise du changement social ? Ni les caractérisations de la Fondation comme rouage de l'hégémonie capitaliste par les analystes neo-gramsciens, ni les protestations indignées des apologistes de la bienveillance rockefellerienne n'ont contribué à nous en dire plus sur les rouages et les habitus de l'organisation et de ses membres. Les questions posées par des portraits d'*officers* ou l'études de situations particulières attendent encore d'être

⁸ Leila Rupp, *Worlds of Women: The Making of an International Women's Movement*, Princeton: Princeton University Press, 199 ;7 Ian Tyrrell, *Woman's world/woman's empire: the women's Christian Temperance Union in International Perspective 1880-1930*, Chapel Hill: North Carolina University Press, 1991.

⁹ Tom Buchanan, « Amnesty International in Crisis, 1966-7 » *Twentieth Century British History* 15 :3, 2004,p. 267-289.

¹⁰ Outre de rares autobiographies, deux films documentaires consacrés à des délégués : celui de Claude Lanzmann, *Un vivant qui passe. Auschwitz 1943-Theresienstadt 1944*, Paris : La Sept vidéo/Les Films Aleph, 1997 (avec Maurice Rosel) et celui de Frédéric Gonseth, *La citadelle humanitaire*, Lausanne : Frédéric Gonseth Productions, 2008), sur André Rochat.

poursuivies.¹¹ C'est peut-être au sujet des organisations syndicales et politiques qui se déploierent à travers les espaces nationaux que nous sommes le mieux informés quant au fonctionnement, aux dirigeants, aux cadres et aux membres de certaines causes.¹² Or, comme le relevait récemment Johanna Siméant,¹³ les travaux sur les « mouvements sociaux transnationaux contemporains », souvent focalisés sur un nombre très réduit de « bonnes » causes, ignorent l'histoire du mouvement ouvrier ou la mentionnent avec gêne. De même, les organisations syndicales ou partisans sont le plus souvent écartées dans les présentations historiques des organisations internationales non gouvernementales.¹⁴ On est dès lors réduit à imaginer le bénéfice de leur prise en compte pour à en tirer pour donner plus de profondeur aux réflexions sur la « nouveauté » des objectifs, méthodes, formes et impacts des mobilisations auxquelles nous assistons ou participons depuis une vingtaine d'année. Par ailleurs, la prise en compte des causes politiques, et notamment celles de l'anti-colonialisme, permettrait d'évaluer des formes, des outils, des manières de définir et de faire vivre des causes au-delà de l'Atlantique Nord, qu'il s'agisse des anarchistes nationalistes de Benedict Anderson,¹⁵ des communautés déterritorialisées d'activistes anticoloniaux étudiés

¹¹ Robert Kohler, « A policy for the advancement of science: The Rockefeller Foundation, 1924-29 », *Minerva*, 16 : 4, 1978, p. 480-515 ; Socrates Litsios « Selskar 'Mike' Gunn and Public Health Reform in Europe » in Iris Borowy and Anne Hardy (eds.), *Of Medicine and Men: Biographies and Ideas in European Social Medicine between World Wars*, Berne : Peter Lang, 2008, p. 23-43.

¹² Cette connaissance, à laquelle ont très tôt participé les militants ouvriers eux-mêmes, s'incarne dans les travaux des années 1960-70 sur les internationales socialistes (notamment ceux de Georges Haupt) et aujourd'hui dans les entreprises communes à José Gotovitch, Claude Penetier et Bernard Pudal : José Gotovitch et Claude Penetier, *Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Cédérom ; Serge Wolikoff, *L'internationale Communiste (1919-1943). Le Komintern, ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, tous deux parus aux Éditions de l'Atelier en 2010.

¹³ Johanna Siméant « La transnationalisation de l'action collective », in Éric Agrikoliansky et al, dir., *Penser les mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 2010. Avec l'auteure, on peut noter que cet oubli du mouvement ouvrier n'est pas une règle, comme en témoignent certains des travaux de Sydney Tarrow.

¹⁴ Cf. Philip Ryfman, *Les ONG*, Paris : La Découverte, 2004 ; Akira Iriye, *Global community, op.cit.* ; John Boli & George M. Thomas, eds., *Constructing world culture. International nongovernmental organizations since 1875*, Stanford : Stanford University Press, 1999.

¹⁵ Benedict Anderson, *Les bannières de la révolte. Anarchisme, littérature et imaginaire anticolonial. La naissance d'une autre mondialisation*, Paris : La Découverte, 2009.

par par Kris Manjapra,¹⁶ ou bien des infrastructures pan africaines ou pan asiatiques du 20^{ème} siècle.¹⁷ Outre ces manques, l'épisode Irene Khan permet de toucher du doigt deux hiatus.

Le premier est méthodologique. Il semble élémentaire de faire rentrer dans l'étude historique de ces groupes et des organisations du monde des causes les outils et perspectives qui ont servi à étudier d'autres groupes et d'autres organisations : prosopographie, analyse de réseaux, histoire sociale des administrations, étude des mécanismes de décision et de pouvoir. Nous en sommes loin, mais la voie est déjà indiquée par les travaux centrés sur les participants et animateurs des congrès réformateurs du 19^{ème} siècle, qui précisent les contours des milieux humains dédiés à une cause ou un thème, et mettent en évidence l'existence de portefeuilles de causes détenus par les individus actifs dans plusieurs domaines.¹⁸ Le second hiatus dérive de la compartimentalisation des travaux. Par disciplines, par thèmes, par moment chronologique, c'est à l'intérieur de niches réduites que se mènent les débats et les confrontations. Notamment au niveau disciplinaire où les travaux produits par les uns sont utilisés par les autres de manière instrumentale ou sous une forme incantatoire, sans qu'on mette vraiment au travail les notions, les résultats, les méthodes ou les matériaux. Les politistes Margareth Keck et Kathryn Sikkink, dans ce qui est sans doute un des ouvrages les cités sur les mobilisations en faveur des « grandes causes », piochent dans les travaux sur l'histoire des mouvements féminins ou de l'abolitionnisme pour porter leur fer jusqu'au cœur du 19^{ème} siècle, mais sans soumettre leurs hypothèses au feu de la recherche de première main.¹⁹ Les sociologues rassemblés par John Boli et George Thomas pour affirmer le rôle des organisations non gouvernementales dans la fabrique

¹⁶ Kris Manjapra, « Communist internationalism and transcolonial recognition », in Kris Manjapra & Sugata Bose, *Cosmopolitan thought zones. South Asia and the Global circulation of Ideas*, Basingstoke : Palgrave, 2010, p.159-177.

¹⁷ Cemil Aydin, *The politics of anti-Westernism in Asia : visions of world order in pan-Islamic and pan-Asian thought*, New York : Columbia University Press, 2007 ; Edwards, Brent Hayes, *The practice of diaspora : literature, translation, and the rise of Black internationalism*, Cambridge: Harvard University Press, 2003.

¹⁸ Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, « Du tourisme pénitentiaire à 'l'Internationale des philanthropes'. La création d'un réseau pour la protection de l'enfance à travers les congrès internationaux (1840-1914) » *Paedagogica Historica*, 38 : 2-3, 2002, p.533-63 ; Chris Leonards & Nico Randeraad, « Transnational Experts in Social Reform, 1840-1880 », *International Review of Social History*, 55 :2, 2010, p. 215-239.

¹⁹ Margaret E. Keck & Kathryn Sikkink, *Activists beyond borders : advocacy networks in international politics*, Ithaca: Cornell University Press, 1998.

d'une *world polity* basent leur étude historique sur les volumes de compte rendus des congrès de ces organisations, mais ne se plongent pas dans leur vie, leur fonctionnement, et encore moins dans l'épaisseur de leurs archives.²⁰ Et si nous, historiens, reprenons volontiers des formules comme « communautés épistémiques », « *transnational advocacy networks* » ou « mouvements sociaux transnationaux », c'est plus pour leur pouvoir suggestif et métaphorique que pour leur vertu heuristique. Bref, malgré des mises en garde précoces comme celles de Michael Hanagan, contre la caractérisation des nouveaux mouvements sociaux comme « inédits » dans leur formes et leurs impacts,²¹ la conversation entre les historiens et leurs collègues des sciences sociales reste finalement à construire, de sorte que nous puissions arriver à une confrontation des méthodes, des outils et des hypothèses semblable à celle qui a marqué le champ de l'étude des migrations depuis quelques années.²²

L'apologue de l'ambassadeur : le présent est un pays éloigné

Le vendredi 8 avril 2011 avait lieu à Genève un des nombreux événements organisés par la Direction du Développement et de la Coopération du Ministère des Affaires Étrangères suisse pour son jubilé. Observer le déroulement de cet événement est de bonne gymnastique pour l'historien du monde des causes, à la fois pour ce qu'il y perçoit du fonctionnement actuel de ce monde et parce que c'est une occasion d'aiguiser son regard sur ses propres terrains. Les projections vidéos et les discours prononcés lors de cette soirée faisaient de ce point de vue ressortir deux éléments.

D'un côté, la revendication d'une « vocation » helvétique à mener une politique active dans le domaine de l'aide au développement, de la solidarité internationale, de l'aide humanitaire. Le message enregistré de Joseph Deiss, ancien conseiller fédéral et Président de la Confédération suisse, désormais président de la 65^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, la formula en termes concis, plaçant sur un même plan d'évidence cette vocation et les réalisations suisses en matière d'horlogerie ou de coutellerie. L'incarnation genevoise de cette vocation fut soulignée par plusieurs autres intervenants, qui ne

²⁰ John Boli & George M. Thomas, eds., *Constructing world culture*, *op.cit.*

²¹ Michael Hanagan, « Irish Transnational Social Movements, Deterritorialized. Migrants, and The State System: The Last One Hundred And Forty Years » *Mobilization*, 3:1, 1998, p.107-26.

²² Michael Bommers & Ewa Morawska, eds, *International migration research : constructions, omissions, and the promises of interdisciplinarity*, Aldershot: Ashgate, 2005.

manquèrent pas de mentionner la fondation du Comité International de la Croix Rouge comme produit et source de cet engagement. Ce dispositif était appuyé par la projection d'extraits des témoignages rassemblés par le réalisateur Frédéric Gonseth auprès d'une centaine de ressortissants suisses ayant participé à des activités d'aide humanitaire, de développement et de défense des droits humains depuis une cinquantaine d'années.²³ Cette prose souligne notre méconnaissance des conditions qui ont permis à l'attraction genevoise de s'exercer, au-delà d'avantages comparatifs trop évidents (localisation, neutralité), ou encore de la manière dont cette représentation de la « vocation » humanitaire suisse a pu se constituer dans le consensus et le dissensus, et se traduire dans des institutions, des opérations, des convictions personnelles. Elle pointe aussi de manière particulière la question de la topographie du monde des causes, et de ses polarisations. La plate forme genevoise dont il était question ce soir là, autrefois centrée sur le Comité International de la Croix Rouge, puis autour des multiples organisations qui sont installées autour du Léman depuis que la Société des Nations et le Bureau International du Travail y ont servi d'aimants aux protagonistes du monde des causes, a certes structuré ce lieu en tant qu'espace de rencontre, arène de débat et de conflit, lieu de sociabilité, espace de négociation, épiscentre de commandement pour les individus et organisations qui ont fait et défait le monde des causes. Mais il en est et en fut d'autres. Aujourd'hui Nairobi ou New York, du fait de la présence du siège ou d'agences importantes des Nations Unies, ou bien Jakarta que de nombreuses ONG choisissent comme siège en Asie du Sud Est ²⁴. Au milieu du 19^{ème} siècle, Londres, qui fut un pôle du monde des causes, notamment pour les groupes impliqués dans les combats entrelacés du prosélytisme religieux, de l'abolition de l'esclavage, de la tempérance, de la paix : Exeter Hall, sur le Strand, fut un des hauts lieux de leurs réunions. Au début du 20^{ème} siècle, des projets concurrents proposèrent même de systématiser cette polarisation et l'on assista alors à une course au statut de capitale internationale. Le médecin néerlandais Pieter Eijkman proposait ainsi la transformation de La Haye en une capitale mondiale de la science, poursuivant une oeuvre qu'il avait commencée à la tête de son Bureau Préliminaire de la Fondation pour l'Internationalisme.²⁵ Un projet auquel rétorquèrent

²³ Voir <http://www.humem.ch/cms/index.php/fr/expo>, consulté le 30 juin 2011.

²⁴ Johan Lindquist, « Putting Transnational Activism in its Place: HIV/AIDS in the Indonesia Malaysia-Singapore Growth Triangle and Beyond » in Nicola Piper and Anders Uhlin, eds, *Transnational Activism, Power and Democracy: Contextualizing Networks in East and Southeast Asia*, London: Routledge, 2003.

²⁵ Geert J. Somsen, « Science, Medicine and Arbitration: Pieter Eijkman's World Capital in The Hague » In Mary Kemperink & Leonieke Vermeer (dir), *Utopianism and the Sciences*, Leuven: Peeters Publishing, 2009, p.125-144.

d'autres organisateurs de l'internationalisme scientifique, les bruxellois Paul Otlet et Henri Lafontaine, leur Cité Mondiale étant dûment déclinée en utopie urbanistique et architecturale.²⁶ Au même moment, pensons aussi à Monaco dans les secteurs de la paix et de la science, à Vienne pour l'esperanto et le pacifisme, à Zürich, Londres ou Tokyo comme foyers de rassemblement des exilés des causes des révolutions socialistes et des indépendances nationales. Dans la lignée des travaux de Madeleine Herren, qui a précisé les coordonnées des politiques internationalistes de certains gouvernements nationaux au tournant du siècle dernier,²⁷ ou de ceux de Kris Manjapra qui a identifié le rôle de Berlin comme plaque tournante européenne des anti-colonialistes (notamment indiens) dans les années 1920,²⁸ il y a tout un travail à faire comprendre les arrangements sociaux et politiques qui président à la géographie des infrastructures du monde des causes. L'ambassadeur et ses compatriotes en énonçaient ce soir là une des versions, dont les conditions de possibilité et l'insertion dans un ensemble de versions complémentaires et concurrentes restent à préciser.

L'insistance sur « l'entreprise partenariale » que constitue l'aide au développement fut l'autre élément saillant de cette soirée. Le terme n'était pas utilisé pour célébrer le partenariat public-privé, mais pour insister sur les interactions de coopération de entre la Direction avec les organisations internationales non-gouvernementales, les agences des Nations-Unies ou les différentes agences nationales d'aide et de coopération. Utile rappel au sujet des interactions entre organisations de différents types. Et qui va à l'envers des entreprises commémoratives organisées récemment en solo par les diverses agences des Nations-Unies et plusieurs organisations internationales non-gouvernementales (des

²⁶ W. Boyd Rayward, *The Universe of information: the work of Paul Otlet for documentation and international organisation*, Moscow: All-Union Institute for Scientific and Technical Information, 1975 ; Anne Rasmussen, « L'Internationale scientifique 1890-1914 », Thèse de doctorat en histoire de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1995 ; Giuliano Gresleri et Dario Matteoni, *La città mondiale. Andersen, Hébrard, Otlet, Le Corbusier*, Venezia : Marsilio, 1982.

²⁷ Madeleine Herren, « Governmental Internationalism and the Beginning of a New World Order in the late Nineteenth Century » in Martin H. Geyer, Johannes Paulmann, eds, *The Mechanics of Internationalism. Culture, Society, and Politics from the 1840s to the First World War*, Oxford : Oxford University Press, 2001, p. 121-144 ; *Hintertüren zur Macht. Internationalismus und modernisierungsorientierte Aussenpolitik in Belgien, der Schweiz und den USA* München, München : Oldenburg, 2000 ; avec Sacha Zala, *Netzwerk Aussenpolitik. Internationale Organisationen und Kongresse als Instrumente der schweizerischen Aussenpolitik 1914-1950*, Zürich : Chronos, 2002.

²⁸ Kris Manjapra, *M.N Roy. Marxism and colonial cosmopolitanism*, London/New delhi : Routledge, 2010.

cinquantenaires en pagaille), aussi bien que des tendances des chercheurs à travailler sur une et une seule organisation. Car, c'est justement en remettant en perspective ses relations avec d'autres organisations qui s'occupent de la même cause que prennent sens les manières de mobiliser, d'agir et d'organiser d'un groupement particulier. La soirée rappela cet aspect essentiel, même si elle le réduisait à une seule des nombreuses déclinaisons possibles, celle de la coopération. Celle-ci est certes un élément important des relations entre organisations du monde des causes, sous les espèces de la confluence des énergies comme sous celles de la division du travail.²⁹ Mais le monde de la bonne volonté n'est pas un monde pacifique, et les organisations se trouvent prises dans des relations de concurrences pour les membres, la visibilité, les fonds, les terrains d'opération. Nous connaissons ponctuellement quelques uns des thèmes ou des événements paroxystiques qui témoignent d'interactions plus conflictuelles, à l'image de ce que Leila Rupp a montré au sujet des trois grande organisations féminines des années 1880-1940: leur travail commun pour défendre la cause des femmes est aussi un combat pour savoir qui est légitime à parler en leur nom.³⁰ Mais, les groupes et organisations du monde des causes s'opposent non seulement sur les manières de définir ou faire avancer une cause qu'ils partagent, mais aussi sur la validité même de cette cause. Le travail de Clifford Bob est, sur ce point, un aiguillon. Dans un ouvrage à paraître, ce politiste états-unien insiste sur la manière dont des organisations internationales non gouvernementales ont construit des appareils et des positions diamétralement opposées et ouvertement conflictuelles sur la question des droits gays et lesbiens, des politiques de contrôle des naissances, des questions de détention et de commerce des armes à feu.³¹ Aux interactions marquées par la coopération, la division du travail, l'émulation ou la rivalité s'ajoutent alors celles régies par la domination, l'élimination, la subversion. Les historiens des causes n'ont guère exploré ces aspects dans la durée, en dehors une nouvelle fois de celles et ceux qui se sont penchés sur les batailles féroces qui

²⁹ Voir notamment le chapitre 7 de l'ouvrage de Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le travail humanitaire*, et les travaux de Sara Dezalay sur les organisations qui travaillent à la résolution des conflits armés, dont « Des droits de l'homme au marché du développement. Note de recherche sur le champ faible de la gestion des conflits armés », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 174, 2008, p.70-79

³⁰ Une piste poursuivie par Julie Carlier, *Moving beyond boundaries. An entangled history of feminism in Belgium, 1890-1914*, thèse d'histoire, Université de Gand, 2010. Sur des terrains plus récents, voir aussi Alexander Cooley & James Ron, « The NGO Scramble: Organizational Insecurity and the Political Economy of Transnational Action », *International Security*, 27 :1, 2002, p.5-39.

³¹ Clifford Bob, « Packing heat: pro-gun groups and the governance of small arms » in Deborah D. Avant, Martha Finnemore and Susan K. Sell, eds, *Who Governs the Globe?*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010, p.183-201.

ont marqué le mouvement ouvrier. Nous ne sommes guère capables de suivre sur le moyen ou le long terme les oppositions entre protagonistes du monde des causes, notamment celles qui concernent la mise en ordre de ce monde. C'est pourtant là le droit d'entrée dont l'acquittement permettra de contribuer aux discussions sur ce point, par exemple au sujet du poids des logiques nationales états-uniennes dans la structuration du monde des causes au 20ème siècle, telle que mise en avant par Bryant Garth et Yves Dezalay au sujet du secteur de la défense des droits de l'homme et de la promotion de l'État de droit.³² Si nous nous attachons à évaluer des projets soviétiques, belges ou suisses de cette structuration du monde des causes, à en identifier d'autres variables que ces attaches nationales (anti-colonialisme, définitions et défenses de groupes d'intérêt, affiliations religieuses), à en saisir les logiques pour d'autres causes, d'autres espaces et d'autres temps, à suivre les interactions de tous types entre les acteurs du monde des causes, les « bonnes » comme les « mauvaises », alors notre compréhension du monde des causes y aura gagné en enlevant son caractère d'évidence au moment présent ou récent.

La fable du docteur : l'oubli de l'histoire

« The role of civil society in the democratisation of global governance institutions: From 'Soft Power' to Collective Decision-Making ? » : c'était le titre d'une thèse présentée en septembre 2007 auprès du Department of Philosophy de la London School of Economics and Political Science, en vue d'obtenir le grade de Docteur. Un intitulé qui n'a rien de surprenant si l'on se rappelle que cette institution s'était très tôt positionnée comme un des lieux d'étude de la globalisation, et de formation des élites appelées à accompagner ou à réguler celle-ci. D'où l'intitulé d'un de ses plus actifs centres de recherche, « LSE Global Governance », fondé en 1992 par Meghnad Desai, au rayonnement duquel ont contribué les travaux d'Anthony Giddens, longtemps directeur de l'établissement. Le centre est désormais co-dirigé par une équipe composée de David Held, figure clé de la littérature sur la globalisation et protagoniste majeur de l'idée de « démocratie cosmopolite » comme base d'une

³² Yves Dezalay et Bryant G. Garth, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine. Entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, 2002. Sandrine Lefranc a clairement posé les termes du débat dans « Du Droit à la paix. La circulation des techniques internationales de pacification par le bas », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 174, 2008, p.48-67.

gouvernance mondiale sans gouvernement³³ ; Mary Kaldor, qui a porté le concept de *global civil society* au premier plan du paysage éditorial et politique³⁴ ; Danny Quah connu pour ses travaux sur l'économie dématérialisée. Désormais Lord, Meghnad Desai fut un des examinateurs de la thèse en question, avec Anthony McGrew, professeur de relations internationales à Southampton et co-auteur de plusieurs ouvrages avec David Held. L'auteur de la thèse remercie ce dernier pour son assistance dans les remerciements, et le titre de la thèse met en avant la notion de *civil society* globale. Ce doctorat est donc un produit sans surprise de la London School of Economics du début du 21^{ème} siècle. Mais c'est le nom de l'auteur qui fit événement. La thèse de Seïf Al-Islam Kadhafi, un des fils du Colonel, a fait irruption dans l'actualité à la fin du mois de février 2011, au début des soulèvements en Libye. Tout un tissu de relations entre la London School of Economics et des partenaires libyens est alors venu au jour, des liens de collaboration puis de financement mis en place à la suite de la réintégration progressive de la Libye dans la communauté internationale, activement promue par le gouvernement de Tony Blair à partir de 2003.³⁵ Seïf Al-Islam Kadhafi fut un personnage central dans l'élaboration de ces liens, notamment par le biais d'une fondation qu'il dirigeait. Sa thèse de doctorat était par ailleurs incluse dans la vaste campagne de relations publiques entreprise par le régime libyen, avec l'aide d'un grand cabinet de conseil états-unien, pour accompagner cette réintégration. La révélation de ces relations ont abouti à la démission du président de la London School, rebaptisée « Libyan School of Economics » dans la bataille, et ont éclairée d'une lumière crue les mutations du système universitaire dans l'Europe d'aujourd'hui.³⁶ David Held et d'autres protagonistes de l'épisode ont justifié leur intérêt pour Seïf Al-Islam Kadhafi en tant que pari sur la démocratisation possible du régime, par son insertion dans les valeurs et les mécanismes vertueux de la société civile globale, capable selon eux de domestiquer aussi bien le capitalisme néolibéral que les comportements anti-démocratiques. Cet argumentaire rappelle

³³ David Held, *Democracy and the global order : from the modern state to cosmopolitan governance*, Stanford : Stanford University Press, 1995 ; David Held et al., *Global transformations : politics, economics and culture* Stanford: Stanford University Press, 1999.

³⁴ Mary Kaldor, *Global civil society : an answer to war*, Cambridge, UK : Polity Press, 2003.

³⁵ La page Wikipédia intitulée « LSE Libya Links » constitue un point de départ très complet vers les éléments du dossier.
http://en.wikipedia.org/wiki/LSE_Libya_Links#cite_ref-34 , page créée le 4 mars, consultée le 27 avril.

³⁶ Hannes Baumann, http://www.jadaliyya.com/pages/index/916/more-than-a-personal-error-of-judgment_seif-gaddafi-and-the-london-school-of-economics, mis en ligne le 15 mars 2011, consulté le 27 avril 2011.

que les notions de *cosmopolitan democracy* ou de *global civil society* sont des projets politiques autant qu'intellectuels, des entreprises prescriptives autant qu'analytiques.³⁷ Il s'agit de faire advenir ces formes autant que d'en saisir la présence et l'évolution. Le *Global Civil Society Yearbook*, publié ou patronné par plusieurs centres et professeurs de la London School, est depuis 2001 un vecteur de cette entreprise. L'ouvrage se propose chaque année de faire un portrait de la montée en puissance de cette société civile globale, définie comme « a supranational sphere of social and political participation in which citizens groups, social movements, and individuals engage in dialogue, debate, confrontation, and negotiation with each other and with various governmental actors—inter- national, national, and local—as well as the business world ». ³⁸ Le nombre, les activités et le spectre thématique des organisations internationales non-gouvernementales sont pour les éditeurs le principal indicateur et sujet. Cet intérêt fait que les diverses éditions de ce *Yearbook* suggèrent une variété d'enquêtes et de méthodes que les historiens sont loin d'avoir mis en œuvre quant aux organisations qui ont fait le monde des causes (financement, cartographie, analyse de réseaux), et présentent une réelle diversité de points de vue.³⁹ Elles procurent aussi une saisissante impression de déjà vu.

Au début du siècle précédent, sous le titre d'*Annuaire de la Vie Internationale*, d'épais volumes rappellent l'existence du projet mis en œuvre par d'autres défenseurs d'une certaine vision de l'organisation du monde par le truchement des associations internationales. ⁴⁰ Ils étaient publiés par Alfred Fried, Paul Otlet et Henri Lafontaine, et contribuaient à leur travail de création, de soutien, d'organisation des associations internationales dans les secteurs de la paix, de la bibliographie, des sciences et des techniques. La méthode : l'*Annuaire* et

³⁷ Cette aspiration est exprimée dans Mary Kaldor, Helmut Anheier et Marlies Glasius, « Introducing Global Civil Society », in idem, eds, *Global Civil Society 2001*, Oxford : Oxford University Press, p.26.

³⁸ Idem, p.4.

³⁹ Par exemple la remise en cause de la notion elle-même pour son caractère de « prophétie auto-réalisatrice », version planétaire du « tout changer pour que rien ne change » dont l'ultime finalité est d'atténuer les aspects les plus visibles des mécanismes de domination dans le monde contemporain : Kenneth Anderson & David Rieff, « Global civil society. A sceptical view », in Mary Kaldor et al, eds, *Global Civil Society 2004*, p.26-39.

⁴⁰ Voir les ouvrages cités en note 27 ainsi que les travaux en cours de Daniel Laqua à la suite de son travail de doctorat, *European Internationalism(s), 1880-1930: Brussels as a Centre for Transnational Cooperation*, University College London, 2008. Sur Fried, Petra Schönemann-Behrens, *Organisiert die Welt! Leben und Werk des Friedensnobelpreisträgers Alfred Hermann Fried (1864-1921)*, thèse de doctorat en histoire, Université de Brême, 2004.

l'Office Central des Institutions Internationales, créés pour organiser ce qu'Otlet appelait « l'ère de la mondialité ». Recenser, rendre visible et accessibles les associations qui rendaient possible la coopération mondiale, coordonner leurs activités, leur fournir des cadres communs de pensée et d'action.⁴¹ Juristes de formation et parties prenantes de l'essor des sciences sociales en Belgique, Otlet et Lafontaine faisaient des associations internationales l'indice et le ciment d'une société mondiale en train de se faire, les mettaient en fiches (bien sûr ordonnées selon la classification décimale) et traçaient des graphiques pour suivre leur croissance. L'objectif : accompagner, apprivoiser, orienter ce qu'ils décrivaient comme un moment d'intégration mondiale des comportements sociaux et culturels, des flux économiques, des sociétés politiques. Ils célébraient la capacité de causes bonnes et universelles à rapprocher les peuples et à œuvrer pour le bien-être de l'humanité, sans grand intérêt pour les coalitions non vertueuses, fussent-elles aussi capables de travailler entre et à travers les frontières. L'horizon : un monde centré sur l'Europe avec un attrait particulier pour les Etats-Unis, une région Nord-Atlantique dont l'internationalisme fournirait la matrice d'un ordre à étendre. Leur appareil conceptuel faisait preuve d'une grande agilité et d'une forte inventivité terminologique (« mondialisation », « transmondialisation », « mondialité », « loi d'ampliation »). L'évolution historique qu'ils décrivaient était irrésistible, conséquence de l'intensification inédite des relations entre les peuples sous l'effet de nouvelles technologies de transport et de communication. Ce parallèle trop bref ne fait qu'une liste superficielle des cousinages entre le projet Union des Associations Internationales et le projet London School of Economics, et néglige totalement les différences entre ces deux épisodes. Mais il souligne la nécessité qu'il y a de réinscrire dans des trajectoires historiques les projets et notions utilisées dans la science sociale contemporaine pour parler du monde des causes.

L'absence de cette mise en histoire est particulièrement claire en ce qui concerne les données utilisées par les travaux publiés depuis une trentaine d'années par les analystes des « *transnational social movements* », de la « *world society* » ou de la « *global civil society* ». Tous ces travaux, sans exception, utilisent l'unique source à notre disposition lorsqu'il s'agit d'évaluer les évolutions du nombre d'organisations internationales non gouvernementales, leur création, leur disparition : les éditions successives du *Yearbook of International Organizations*, publié par l'Union des Associations Internationales. Précisément la structure qu'Otlet et Lafontaine ont créé en 1910 pour systématiser l'activité de leur Office

⁴¹ Paul Otlet « L'organisation internationale et les associations internationales », in *Annuaire de la Vie Internationale*, Bruxelles, Office central des institutions internationales et Monaco, Institut International de la Paix, 1909, p.29-167.

Central des Institutions Internationales. En gage de la qualité de ces données, la littérature contemporaine souligne volontiers la mission « officielle » donnée à l'Union des Associations Internationales par les Nations Unies –ce qui est inexact, et la fiabilité de séries disponibles depuis le début du 20^{ème} siècle – ce qui est illusoire. L'appareil impressionnant de statistiques et de graphiques que contient aujourd'hui le *Yearbook* et ses 6 volumes laisse certes pantois. Est-ce la raison pour laquelle nous manquons de toute réflexion sur la collecte et la mise en forme de ces données, pour la période actuelle comme pour celle du début du siècle ? Aucune enquête n'a jamais été menée sur la méthode utilisée par les compilateurs des annuaires, hier comme aujourd'hui, la logique de leurs questionnaires, leur procédures de vérification des déclarations faites par les associations, la genèse des catégories de classement qu'ils ont utilisés, les procédures d'affiliation des associations à ces catégories, ou bien encore les modifications de ces catégories. Que les séries et les listes soient en fait discontinues, que différents assemblages éditoriaux aient successivement présidé à leur collecte et leur publication, que les listes rétrospectives dressées après la deuxième guerre mondiale l'aient été en l'absence des données originales (confisquées par les troupes d'occupation allemandes et aujourd'hui conservées dans des dépôts d'archive à Palo Alto et à Moscou), cela n'est pourtant pas sans incidence sur la manière dont on peut tracer et interpréter des courbes de création et de disparition des organisations internationales non gouvernementales, et les ordonner par secteurs d'activité ou région. Si, de surcroît, les données ont été collectées par des personnes et des organisations qui par ailleurs travaillaient à favoriser la formation et le développement du phénomène observé, comme c'est le cas avec les divers avatars des structures créées par nos internationalistes du début du 20^{ème} siècle, alors on se retrouve dans le cas classique de l'instrument de mesure qui enregistre, pour une large part, les variations de l'activité de celui qui le contrôle et non celles de l'objet observé. En réinscrivant pratiques, données et protagonistes dans des trajectoires souvent commencées dans les mobilisations du tournant des 18^{èmes} et 19^{èmes} siècle, les historiens du monde des causes ont là une contribution immédiate à faire aux travaux de leurs collègues.

La morale, dit-on, est la marque du conte. Sa brièveté peut parfois faire excuser sa suffisance. Nos trois histoires convergent vers une maxime finalement simple : travaillons, historiennes et historiens, prenons de la peine, c'est le fonds (d'archives) qui manque le moins. Pour autant, il ne s'agit pas ici de rejouer la « départementalisation de l'histoire de France » qui caractérisa, selon Pierre Rougerie, la systématisation de l'entreprise d'histoire

sociale impulsée par Ernest Labrousse⁴². Et donc de multiplier les monographies d'organisations, puis d'attendre « la somme ou le puzzle » de celles-ci. L'envie d'avancer nos connaissances sur des causes singulières peut s'inscrire dans le souci d'établir les relations qui font et défont le monde des causes : relations explicites ou structurelles entre les individus, les scènes, les organisations, les notions. C'est sous cette forme que l'histoire du monde des causes contribuera aux questions « d'histoire problème » abordées sous les étiquettes d'histoire globale, histoire connectée, histoire croisée, histoire des transferts culturels, histoire transnationale (*ad lib.*), en ce qui concerne cette petite tranche d'histoire que constituent les 200 dernières années⁴³. Comment se font et se défont les interconnexions entre sociétés et communautés ? Comment s'établit et se délite la ligne de partage entre le forain et le domestique qui passe au cœur de la fabrique et du fonctionnement de ces sociétés et communautés ? Comment vivent et meurent les phénomènes et les entités qui existent entre et à travers ces sociétés et communautés ? Les évolutions du monde des causes sont une des causes qui pèsent sur ces « comment ».

42 Pierre Rougerie, « Faut-il départementaliser l'histoire de France? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 21, n° 1, 1966. p. 178-193.

43 Une piste fortement soulignée par Ian Tyrrell, "American Exceptionalism in an Age of International History", *American Historical Review*, vol. 96, n° 4, 1991, p. 1031-1072.